

La « géopolitique » a la vie dure : plaidoyer troublant en faveur de l'indépendance du Québec

Jacques Bernier

Volume 39, numéro 106, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022479ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022479ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

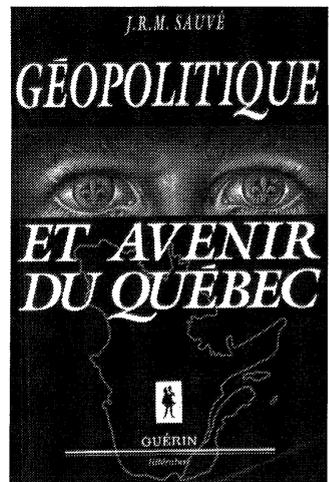
Bernier, J. (1995). La « géopolitique » a la vie dure : plaidoyer troublant en faveur de l'indépendance du Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 39(106), 79–83. <https://doi.org/10.7202/022479ar>

La «géopolitique» a la vie dure : plaider en faveur de l'indépendance du Québec

Jacques Bernier
Département de géographie
Université Laval

Récemment, à la fin de sa vie publique, Robert Bourassa, premier ministre du Québec, déclarait que l'indépendance du Québec était un non-sens géopolitique. Selon J.R.M. Sauvé, l'auteur de *Géopolitique et avenir du Québec*, cette «indépendance est loin d'être un non-sens géopolitique. Elle est presque un devoir métaphysique et moral» (p. 307). Cette réplique de M. Sauvé à M. Bourassa résume en quelques mots la thèse de son livre tout en évoquant de façon inquiétante sa conception de la géopolitique.

SAUVÉ, J.R.M. (1994) *Géopolitique et avenir du Québec*. Montréal, Guérin, 349 p.



M. Sauvé dans son étude a recours de façon éclairante à des notions de géographie pour expliquer l'évolution et la survivance de la société québécoise. Cette lecture de l'histoire du Québec avec les yeux du géographe fait ressortir de manière convaincante des éléments qui sont souvent oubliés ou négligés dans les présentations plus classiques de l'histoire du Québec. Mentionnons ici, à titre d'exemple, la position périphérique de la vallée du Saint-Laurent dans les contextes canadien, nord-américain et atlantique, la distribution des pôles majeurs de peuplement au Canada et aux États-Unis et l'évolution des réseaux de circulation. Toutefois, pour les géographes, l'intérêt principal de l'ouvrage de M. Sauvé ne

réside pas dans le cas étudié, celui du Québec, mais dans l'approche qui fonde cette étude. C'est donc cet aspect du livre de M. Sauvé qui retiendra ici l'attention.

Suite aux fausses théories et aux notions chargées d'idéologies qui ont été développées par une certaine *geopolitik* allemande de l'entre-deux-guerres, les géographes avaient pris l'habitude de distinguer entre géopolitique et géographie politique. Avec le temps et l'intérêt renouvelé de l'intelligentsia occidentale pour l'équation géographie/politique, précisément sous la raison académique de géopolitique, le terme, tellement plus facile à utiliser et tellement plus évocateur, est devenu à nouveau courant et souvent même utilisé comme synonyme de géographie politique. Ce qui ne simplifie pas les choses, mais au contraire les rend davantage ambiguës. Primo, il y a là plus qu'affaire de mots. L'optique de la géopolitique, née d'intentions pratiques, est difficilement dissociable d'intérêts politiques concrets liés à la pratique du pouvoir. C'est sans doute ce qui explique dans le corpus de la littérature géopolitique, toutes écoles confondues, le lien étroit entre géopolitique pratique et géopolitique académique et le biais national de si nombreux auteurs. Bref, comme le souligne avec justesse Claval (1994), les structures de pouvoir et d'administration dans lesquelles elle s'inscrit conditionnent la pensée géopolitique. Il semble donc toujours utile de distinguer géopolitique et géographie politique, qui, dans une perspective académique, s'intéresse à l'influence réciproque du géographique et du politique sur l'organisation des sociétés et sur les rapports qu'elles entretiennent entre elles. Secundo, comme Taylor (1989) l'explique, le terme géopolitique, tel qu'utilisé de nos jours, comporte plusieurs acceptions. Dans les écrits concernant les relations internationales, il réfère de façon générale aux rapports de force et au maintien de l'équilibre entre les blocs dans les affaires du monde. Chez les géographes, selon la tradition, la géopolitique concerne la place de la géographie dans le pouvoir et la sécurité des États ou des groupes d'États. Par ailleurs, comme en général ils distinguent entre perspectives pratique et académique et qu'ils reconnaissent que toutes deux sont difficilement dissociables, ce sont de plus en plus les visions géopolitiques élaborées dans les chancelleries et les états-majors qui constituent l'objet de la géopolitique académique. C'est d'ailleurs ce que propose Peter J. Taylor (1989) dans la dernière édition de *Political Geography* et c'est ce que fait Paul Claval (1994) dans *Géopolitique et géostratégie*. Enfin dans certains cercles et chez les militaires en particulier, la géopolitique confère à des facteurs telluriques pour ainsi dire immuables un rôle déterminant dans l'émergence et la viabilité des États et dans la pertinence des stratégies mises en œuvre pour assurer leur sécurité et ce, dans la lignée d'une géographie politique du tournant du siècle inspirée par les réflexions de Ratzel sur les influences de l'environnement physique sur les groupes humains et désireuse de systématiser un savoir jusque-là surtout pratique et peu conceptualisé.

En lisant J.R.M. Sauvé, on se rend bien compte que cette dernière acception de la géopolitique est encore bien vivante. Il ne faut toutefois pas en conclure qu'il s'agit là d'une avenue féconde. Au contraire, le passé démontre que ce fut là une orientation qui au mieux a mené à un cul-de-sac scientifique et au pire à des politiques tragiques menées au nom d'une pseudo-science.

Le livre de M. Sauvé est en effet écrit dans une perspective stricte, dont les racines remontent au XIX^e siècle, née à une époque où l'influence des sciences physiques, notamment la biologie, sur les sciences humaines naissantes est très forte. Il va en résulter un goût prononcé pour les études plus rigoureuses et plus systématiques en géographie. Par exemple, dans le domaine des rapports entre le géographique et le politique, cette tendance va donner lieu à un souci de mesurer plus précisément l'influence du milieu physique sur l'organisation et le comportement politiques des sociétés. C'est ainsi que, par analogie avec les organismes physiques, Ritter (1779-1859) va développer une théorie cyclique de la croissance des «cultures humaines», où le déterminisme du milieu joue un rôle central. Ce sont ces idées et leur application à l'État moderne qui, une ou deux générations plus tard, vont mener à une conception organiciste de l'État et à la *geopolitik* allemande. À simple titre de rappel, qu'il suffise de mentionner les contributions de Ratzel, Kjellen et Haushofer, tout en soulignant qu'il faut éviter de voir une véritable filiation entre les différents moments épistémologiques qu'ils représentent.

Ainsi, chez Sauvé, on reconnaît à la fois une géographie politique dont les bases ont été posées par Ratzel et une géopolitique qui s'est développée en Europe, en Allemagne surtout, durant l'entre-deux-guerres. L'auteur passe imperceptiblement de l'une à l'autre selon les moments de son argumentation, si bien qu'il n'est pas toujours facile de tirer la ligne entre réflexion fondamentale sur le lien géographie/État et l'utilisation d'éléments «objectifs» pour indiquer et justifier telle ou telle politique. Par exemple, dans la veine ratzélienne, 1) l'État, à l'exclusion des autres pouvoirs, se confond au politique, 2) l'élément initiateur de l'État est la symbiose entre le territoire et la population et 3) les concepts autour desquels s'articule l'analyse sont ceux de position, de population et de circulation. Par ailleurs, l'influence *geopolitik* est manifeste quand la géopolitique prend le visage d'une discipline appliquée à l'amalgame peuple/nation/État, compris comme une réalité supra-individuelle douée de vie et d'âme, assujettie à des obligations morales et digne d'admiration ou de mépris selon son attitude face au défi de son destin national.

M. Sauvé tente d'éviter les écueils les plus manifestes de l'école allemande de géographie politique et de géopolitique (déterminisme, organicisme), mais les prémisses de son approche demeurent les mêmes. Pour lui, la viabilité ou le devenir des sociétés politiques sont liés de façon nécessaire ou obligatoire à des caractéristiques particulières du territoire sur lequel elles se développent et il revient aux leaders ou à l'élite de le comprendre et c'est ce que la géopolitique leur permet de faire pour éclairer et guider leur action. Comprise ainsi, la géopolitique est plus qu'une discipline académique pouvant éclairer l'homme d'action ou encore permettre de comprendre, elle est un guide pour l'action. Comprise ainsi, l'étude géopolitique, par exemple, ne se contente pas d'exposer que la géographie de telle région apparaît suffisamment riche ou développée pour servir de base à l'établissement d'une société politique autonome. Elle va beaucoup plus loin. Elle infère, en fait, que la connaissance géopolitique débouche sur un savoir qui permet d'affirmer que tel ou tel territoire a les atouts précis et absolus pour devenir le siège d'un État national et que la géographie le destine de façon «déterminante» à le

devenir. C'est dans cette veine tout à fait «géopolitique» que M. Sauvé déclare : «Le statut territorial du Québec est celui d'une nation *de facto* avec la possibilité de le devenir *de jure*, à cause de son espace œkoumène organisé qui rend le territoire apte à devenir le siège géographique d'un État. Un statut, qu'il soit seulement dans les faits, dans le droit ou les deux, n'est pas une idée ou une intention. C'est un fait accompli qui appelle d'autres faits. L'acte appelle l'acte. La croissance politique et économique du Québec vers le statut d'État souverain et de société indépendante n'est pas un caprice de passage. C'est un acte en devenir, dont on ne pourra pas se détourner» (p. 260). Ainsi, la réalité géographique objective révélée par la géopolitique, peut-on conclure, indique le chemin à suivre à la société québécoise et lui permet d'échapper à l'arbitraire des politiciens.

Pour être si catégorique, M. Sauvé jauge le potentiel des sociétés politiques à l'aulne de sept caractéristiques de la région œkoumène qu'il évoque dans le chapitre premier de son livre (pp. 19-23) : des espaces bas, plats et ouverts; des sols arables; de l'eau; un climat favorable; des communications aisées à l'intérieur et avec l'extérieur; des richesses naturelles aisément accessibles et exploitables; la défendabilité. «Les sept caractéristiques que nous venons de décrire, déclare l'auteur en page 23, expliquent d'une manière adéquate et valable les principales composantes de la puissance des États et des nations...». À partir de l'existence ou non de caractéristiques précises du territoire et du lien qui s'est développé entre ce dernier et la population, M. Sauvé conclut qu'il y a ou non les conditions nécessaires au développement d'un État-nation. Et quand ces conditions sont réunies, la géopolitique lui permet d'expliquer comment et pourquoi il y a un devoir ou obligation ontologique d'encourager un tel aboutissement. La géopolitique, écrit-il en page XII, «a pour objet d'identifier dans les faits les continuités qui déterminent le devenir de chaque peuple, nation ou État du monde. Celles-ci se vérifient à l'intérieur d'un cadre géographique précis, aux possibilités déterminées.» Il précise ensuite : «Elle (la géopolitique) est une discipline ontologique et pose le problème de l'Être [...] Elle a pour fonction d'identifier l'État de fait, les statuts *de facto*, par opposition à l'État de droit et aux statuts juridiquement reconnus». Comme si la géographie constituait un donné invariable et donc imperméable à l'évolution des idées et de la technologie. Comme s'il existait de tout temps et en tout lieu des impératifs territoriaux absolus qu'il faut savoir comprendre pour élaborer des politiques dictées pour ainsi dire par la réalité objective que permet de pénétrer la géopolitique. En comprenant bien que l'idée de ce savoir géographique objectif n'est jamais loin de celle d'une action politique qui y puise sa justification. C'est une telle conception de la géopolitique qui entraîne M. Sauvé à voir dans l'État national un modèle universel intemporel et atopique.

Sauvé réfléchit comme si le louable effort nomothétique initié par Ratzel avait donné des résultats qui permettent d'affirmer qu'il existe des liens déterminants entre sol et État et que la géopolitique permet de comprendre et de mesurer la portée de tels liens. Une telle conception de la géopolitique donne à l'élément géographique dans l'analyse une prépondérance qui occulte ou exclut d'autres aspects tout aussi pertinents ou même plus selon les contextes. La viabilité et le devenir des sociétés dépendent dans leurs dimensions intérieure et extérieure d'éléments à la fois géographiques, historiques, économiques, politiques,

culturels..., qui s'avèrent plus ou moins déterminants et qui se conjuguent de façons diverses selon les circonstances. On ne peut attribuer, comme le fait M. Sauvé, à certaines caractéristiques du territoire une portée prépondérante et absolue qui agit pour ainsi dire de façon intemporelle, peu importe, par exemple, le contexte historique ou technique. Même si une certaine géographie l'a déjà soutenu, ces caractéristiques ne jouent pas toujours avec la même intensité ou dans la même direction et n'ont pas toujours les mêmes effets. Les forces en présence et les environnements intérieur et extérieur des sociétés influent sur ces données et leur enlèvent le caractère «déterminant» ou «déterministe» que leur confère une certaine géopolitique.

Enfin, et ce, de façon tout à fait typique, M. Sauvé confère à l'État en soi une dimension morale: «La géopolitique, écrit-il, qui a pour fonction d'étudier les composantes géographiques et morales des États, ceux d'hier et ceux de tous les temps et de tous les lieux, parvient mal à expliquer comment l'État moderne, sécularisé et asséché de tout fondement religieux et moral, peut offrir des valeurs ultimes à ses citoyens. Car l'État qui n'a pas d'âme n'a pas besoin d'ennemis; il porte en lui-même le principe de sa destruction» (p. 230). Une vision qui amalgame territoire et société en un État personnifié doué de vie et d'âme. Comment ne pas penser à Ratzel dont la géographie politique a tâté de telles idées, et plus encore à Kjellen et Haushofer, deux disciples qui n'ont pas su respecter les limites que Ratzel lui-même reconnaissait à l'analogie entre l'État et l'organisme vivant.

L'ouvrage de M. Sauvé, on l'a déjà dit, comporte des éléments d'analyse convaincants sur le Québec. Par ailleurs, les prémisses de cette analyse et les conclusions partisans qu'il en tire, au nom d'un savoir objectif et d'une philosophie de l'action inspirée de Jomini, ne convainquent pas du tout. Elles sont au contraire à rejeter. L'avenir du Québec est une question qui relève du sentiment politique. La géographie, comme d'ailleurs la science politique, l'histoire..., peut avoir comme objectif de mettre en évidence les forces qui modèlent ou influencent la scène politique (l'économie, les représentations, la position...). Rien dans son savoir, par ailleurs, ne permet de prétendre que certaines de ces forces, de caractère géographique, sont déterminantes, ont une portée absolue et indiquent par leur caractère objectif la marche à suivre d'une société. Une telle façon de voir relève de l'idéologie et non pas de la science. Dans le cadre du débat sur l'avenir du Canada et du Québec, je n'ai encore lu aucun texte qui m'ait convaincu que science et morale riment avec l'une ou l'autre des thèses souverainiste et fédéraliste. Le livre de M. Sauvé ne fait pas exception, loin de là. Il ne faut pas lui reprocher d'être partisan, mais il faut lui faire grief d'entraîner la géographie sur ce terrain.

RÉFÉRENCES

- CLAVAL, P. (1994) *Géopolitique et géostratégie*. Paris, Nathan, 189 p.
TAYLOR, P. J. (1989) *Political Geography*. Londres, Longman and Wiley, 328 p.